

leurs points de vue, leurs avis et leurs inquiétudes quant à l'avenir et aux espoirs de notre pays et quant à sa situation financière.

Je ferai mes commentaires en adoptant deux points de vue aujourd'hui; celui d'un membre du Comité permanent des finances d'une part et celui de la députée de Brant d'autre part. J'ai récemment discuté du budget avec mes électeurs lors d'une assemblée publique et je les rencontrerai à nouveau au début de la prochaine année pour leur demander leur avis.

Du point de vue du membre du comité, trois choses m'ont frappée durant les consultations prébudgétaires en cours depuis le mois de septembre. D'abord, il est clair que les observations entendues à la table cette fois-ci ont pris un ton différent.

Les députés se rappelleront que l'année dernière, à cette date, la presse était remplie d'articles sur le budget et notre situation financière. Nous, les députés, recevions toutes sortes de commentaires de la part de nos électeurs et des groupes de lobbyistes au sujet de ce qu'il fallait ou ne fallait pas faire et de ce que devraient être notre stratégie et notre approche.

Peu de temps après, dès que le budget a été déposé, cette frénésie s'est calmée parce que le ministre des Finances avait prêté l'oreille aux diverses interventions. Il avait répondu aux Canadiens. Il s'était intéressé à leurs préoccupations et avait présenté un budget très efficace.

Ce calme, cette compréhension, cet appui à l'égard de notre approche et de nos stratégies budgétaires se poursuivent. Depuis septembre, le ton est posé. Il témoigne de l'appui, de l'approbation à l'égard de l'approche adoptée par le gouvernement, de la stratégie des cibles mobiles. Il signifie que l'objectif de ramener le déficit à 3 p. 100 du PIB sera atteint. Il reconnaît que le gouvernement a fait des prévisions prudentes lorsqu'il a préparé son budget. Il dit que la notion d'une réserve d'urgence est excellente, car ainsi nos cycles économiques peuvent se succéder et nous avons toujours les fonds requis pour maintenir le rythme et atteindre les objectifs fixés.

Le ministre des Finances a fait savoir au comité récemment que nous allions ramener l'objectif de réduction du déficit à 2 p. 100 du PIB pour l'exercice de 1997-1998. J'appuie fermement cette stratégie. Je l'encourage à préparer aussi son budget de 1995-1996 à partir d'hypothèses prudentes.

Nous le savons, économistes et gens d'affaires l'ont rappelé aux membres du comité de diverses manières et à plusieurs occasions lors des audiences prébudgétaires: il ne faut pas oublier que l'économie est cyclique et que l'on doit s'attendre à un certain ralentissement dans un avenir proche. Je conseillerais donc au ministre des Finances d'augmenter la réserve pour éventualités dont il a été question jusqu'à maintenant.

C'est très bon. C'est du solide. C'est conforme à notre approche.

Il y a autre chose d'intéressant. Avec ce nouveau débat budgétaire, on ne se contente pas de parler du déficit, on aborde

Initiatives ministérielles

également la dette. Pour moi, cela indique que les Canadiens trouvent que notre stratégie est bonne et que nous avons franchi le premier obstacle, celui du déficit; maintenant, ils veulent que nous poursuivions notre saine gestion des finances et que nous nous attaquions à la dette.

Le ministre et de nombreux témoins en ont parlé. C'est une indication que nous sommes sur la bonne voie.

• (1250)

Troisièmement, j'aimerais dire quelques mots de la qualité. Les exposés qui ont été faits devant le comité ces derniers mois ont été d'une qualité exceptionnelles. Ils ont été encore meilleurs que l'an dernier. Au comité, nous commençons à mieux savoir tirer parti du processus consultatif. Comme l'a rappelé le député qui m'a précédé, nous avons organisé des tables rondes. C'est un moyen très efficace de rassembler des Canadiens et de comprendre leurs différents points de vue, leurs préoccupations, leurs besoins et leurs exigences.

J'aimerais également signaler certains secteurs de la société qui ont su se concerter et parvenir à un consensus avant de comparaître devant le comité. Lorsqu'ils nous arrivent, ils parlent d'une seule voix. Ils savent exactement ce qu'ils veulent et s'expriment avec précision et pertinence.

Le secteur de la santé s'est fait représenté par HEAL, coalition qui nous a fait part de ses suggestions pour préserver l'intégrité de la Loi canadienne sur la santé.

Le secteur du bénévolat a fait un travail incroyable cette année, rassemblant des douzaines de groupes d'où est sorti un consensus. Ce secteur oeuvre pour être reconnu comme faisant légitimement partie de l'économie. Il a fait de très bons exposés et de très bonnes suggestions qui vont nous aider à inciter les entreprises à faire des dons importants ou d'une valeur moyenne. Nous devons étudier très soigneusement les revendications de ce groupe qui s'organise et qu'il faut encourager, car sa précieuse contribution à la société canadienne est appelée à prendre une importance croissante vu la place qui est faite au partenariat.

Je pense également à la coalition pour un partenariat entre les secteurs privé et public, alors que le secteur privé unit ses efforts au secteur public et dit qu'il est possible de collaborer dans ce contexte de privatisation-commercialisation pour déterminer les endroits où on peut établir des partenariats efficaces.

C'est le type de choses que les Canadiens font à l'heure actuelle selon notre façon d'aborder la gestion des finances du pays. Nous sommes sur la bonne voie et j'en suis fière.

Je voudrais maintenant m'arrêter aux messages que mes électeurs de Brant me transmettent. Je le répète, nous avons rencontré, à la fin de novembre, un groupe très intéressant de gens de toutes les allégeances politiques. Les Canadiens de ma collectivité nous ont dit alors très clairement qu'ils voulaient que nous poursuivions nos efforts pour réduire le déficit, pour nous attaquer à la dette, et ce, sans augmenter l'impôt sur le revenu des particuliers, mais plutôt en réduisant les dépenses.